



Déclaration préalable CGT à la FSSSCT DIRCE du 30 septembre 2026

En préambule de cette déclaration et pour ne pas occulter ce qui se passe autour de nous, nous tenions à rappeler notre ferme opposition et notre indignation face aux conflits armés de part le monde ainsi que toutes formes de violence sur les peuples, en appelant à la dépose des armes et la levée de tout blocus conduisant à ce que se soit toujours les mêmes qui souffrent.

Ce qui nous réunis aujourd'hui n'est pas une situation qui amène à la sérénité, après la bombe à fragmentation que vous avez lancé au début de ce mois de septembre. Car oui, les annonces faites continuent à faire des dégâts dans les services, avec des personnels complètement perdus face à la violence de ces annonces, sans que nous représentants du personnels puissions pouvoir répondre à leurs questionnements, ayant choisi de nous écarter que se soit dans les groupes de travail ou l'élaboration du planning. Cela était urgent à ce point de ne pas pouvoir attendre la rencontre des OS et des services médicaux et sociaux en instance officiel du CSA FSSSCT?? Si cela est simplement pour pouvoir cocher que dans votre fiche de mission et votre objectif d'un contrat à 3 ans : « Missions remplies », cela est complètement dénué d'humanité !

Mais nous ne sommes pas dupe de la stratégie, il s'agit ici de jouer sur la peur. Car une personne qui à peur sera bien plus docile que quelqu'un d'informé et rassuré. Où est passé votre humanité ? Nous le répétons, ce ne sont pas des ETP ou des tickets, mais belle et bien des femmes et des hommes qui sont en face de vous et impactés. Nous restons stupéfaits face à la froideur avec laquelle vous continuez à avancer vos pions tout en timidement, accepter cette FSSCT afin de pouvoir enfin échanger sur ce projet avec les membres de droits de ce comité. Il aura fallu en passer par un droit d'alerte lancé par l'UF CGT DIRCE, pour que vous daigniez pouvoir réunir l'ensemble des acteurs syndicaux, de la sphère médico-sociales de l'inspection du travail pour simplement discuter. **Cela en dit long sur l'état d'esprit avec lequel ce « projet » est conduit, sûrement parce que c'est bel et bien une restructuration en règle qui est prévue, s'apparentant très étrangement à un beau « plan social », comme la CGT l'avait annoncé dès le mois de janvier aux cérémonies des vœux de la Direction de la DIRCE.** Les annonces sont faites, comme si cela était déjà acté et qu'aucune discussion ne soit possible, alors que vous afficher pour ce mois de septembre une phase de consultation...?!? Nous ne devons pas avoir la même définition du mot consultation...

Avec un tel comportement, n'attendez pas de nous autre chose que de la méfiance et de l'opposition qui en ressort encore plus acerbes !

Lors des annonces, la violence avec laquelle cela a été fait (et qui continu d'ailleurs, encore récemment), malgré votre courrier en date du 17 septembre, pas de recadrage de la hiérarchie de proximité sur des comportements à minima inadaptés, voire même violent qui continuent...

Nous irions peut-être même à penser que le choix de l'implantation du nouveau siège à Lyon n'est pas complètement un hasard, car en effet il dispose d'un côté très pratico-pratique, avec pour voisin, rien de moins qu'une belle agence **France travail** au pied du bâtiment qui faciliterait pour vous grandement l'accompagnement dans les recherches de postes pour les agents qui seraient dans la charrette...!!

Il en est de même sur l'enquête administrative lancée au CEI de la varizelle. Là aussi la manœuvre est grossière. Pour la justifier, une fois c'est lié à des problématiques apparus, sur de l'alcool, drogues, voir des vols, arrêts maladie ou accidents... (sans qu'aucune procédure ne soient lancées, à

notre connaissance). Une autre fois c'est liés à l'impact de la médiatisation d'actions menées localement, de la situation qui déplaît. Bref il est surtout questions de mettre au pli d'une manière ou d'une autre le personnel, avec encore là une méthode contestable.

Nous nous interrogeons sur les priorités.

L'ensemble des sujets sécuritaires sont totalement occultés et relayer au second plan.

Récemment 2 accidents de FLR au district de Lyon, pas un mot, oui c'est la banalité, la fatalité, douce musique !!!! Et du fait, pas d'analyse d'accident qui reste une prérogative de la FSSSCT.

La présentation et le travail sur le rapport de l'ANSES des polluants, avec de réelle risque sur la santé.... Avec l'inscription au DUERP, Pas un mot. Il est sûr qu'il est compliqué de courir plusieurs lièvre à la fois et certain sujets n'ont pas l'air d'être une priorité.

De plus nous vous avons alerté en date du 25 septembre via une alerte d'un membre de la FSSSCT sur le désamiantage de 2 sites, dont vous n'avez dénié préciser les procédures de démontages des matériaux amiantés. Tout cela au détriment de la santé et sécurité des agents sur site ; encore une fois les membres de la FSSSCT n'ont été n'y alerté n'y consulté.

Il est prévu un stockage des tôles sur le sol du CEI, sans précautions... Est ce normal ?

Pourquoi un membre de la FSSSCT c'est vu réprimendé, par une personne en charge du dossier, en simplement voulant connaître les procédures ?

Nous terminerons, bien que chacun ici présent ne soit pas responsable de la situation nationale et internationale, les préoccupations aujourd'hui sont pour beaucoup de devoir faire des arbitrages sur leurs dépenses, qui va jusqu'à choisir entre mettre du carburant ou se nourrir ! Le gel du point d'indice, l'envolée du coût de la vie, car il n'y a pas que le carburant qui est touché, c'est l'ensemble de la consommation qui est impactée. Donc ajouter aux inquiétudes du quotidien, ce projet de services qui conduira inévitablement à un drame social, nous paraît irresponsables sur le point de vu des RPS, dans le contexte, surtout si ce dernier n'a pour but que remplir un objectif personnel (à quel niveau?). Même en jouant à faire peur sur notre capacité d'embauche de 2027, l'arrêt de ce dernier ne va pas mettre en péril le service, soyons sérieux. Ce qui compte ici c'est l'intérêt général et non pas celui de quelque bureaucrate, qui croyant être les « sachants » se fixent des dead line et objectifs pour contenter leurs propres carrières.

L'UF CGT DIRCE